

REGION WALLONNE -- WALLONISCHE REGION -- WAALS GEWEST

MINISTÈRE DE LA REGION WALLONNE

F. 96 - 736

[C - 27160]

**7 MARS 1996. — Décret modifiant le décret du 30 avril 1990
sur la protection et l'exploitation des eaux souterraines et des eaux potabilisées (1)**

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1er. L'article 1er du décret du 30 avril 1990, tel que modifié par l'article 3 du décret du 23 décembre 1993, est complété comme suit :

15° "redevable" : toute personne qui prélève des volumes d'eau soumis à redevance ou à contribution en vertu de l'article 4 du décret;

16° "Administration" : La Direction générale de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture, Division de l'Eau;

17° "fonctionnaire chargé du recouvrement" : le fonctionnaire institué dans la fonction de "receveur des taxes" auprès du Secrétaire général du Ministère de la Région wallonne, Division de la Trésorerie;

18° "notification" : l'envoi d'un acte de procédure en original ou en copie par lettre recommandée à la poste;

19° "date de la notification" : le lendemain de la remise de la pièce notifiée à la poste."

Art. 2. L'article 4, § 1er, du décret du 30 avril 1990, tel que modifié par le décret du 23 décembre 1993, est libellé comme suit :

"Les autorisations de prises d'eau potabilisable sont subordonnées à redevance annuelle. Le montant de la redevance est fixé à 3 francs par m³ d'eau produite au cours de l'année de prélèvement."

Art. 3. § 1er. Dans l'article 4, § 2, alinéa 1er, du décret du 30 avril 1990, tel que modifié par l'article 7 du décret du 23 décembre 1993, les mots "dont le montant ne peut excéder le montant de la redevance" sont remplacés par les mots "annuelle dont le montant est fixé comme suit :

1° sur la tranche de 0 à 20.000 m³ d'eau : 1 franc par m³ d'eau prélevée;

2° sur la tranche de 20.001 à 100.000 m³ : 2 francs par m³ d'eau prélevée;

3° sur la tranche supérieure à 100.000 m³ : 3 francs par m³ d'eau prélevée.

Les prélèvements qui n'atteignent pas 3.000 m³ sont exonérés."

§ 2. L'article 4, § 2, alinéa 2, du décret du 30 avril 1990, tel que modifié par l'article 7 du décret du 23 décembre 1993, est abrogé.

§ 3. L'article 4, § 3, du décret du 30 avril 1990, tel que modifié par l'article 7 du décret du 23 décembre 1993, est complété comme suit :

"6° la moitié du volume de l'eau souterraine exhaurée, à la condition qu'après pompage, cette eau soit mise gratuitement à la disposition des producteurs d'eau potabilisable de la Région wallonne en vue de sa récupération."

Art. 4 L'article 5 du décret du 30 avril 1990, tel que modifié par l'article 8 du décret du 23 décembre 1993, est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 5. § 1er. Les services rendus par la Région visent à assurer la gestion, la production, les mesures de prévention, la surveillance des eaux, et en tout cas à garantir la pérennité de la qualité et de la quantité d'eau potabilisable disponible.

§ 2. Le produit des redevances visées à l'article 4, § 1er, et les versements éventuels visés au § 4 du présent article sont affectés exclusivement à un Fonds pour la protection des eaux potabilisables, créé à cette fin au budget général de la Région wallonne.

Le Fonds intervient selon les modalités suivantes :

- sur la base des programmes proposés par les producteurs d'eau potabilisable et approuvés par le Gouvernement;
- sur la base du programme défini par le Gouvernement; le Gouvernement précise les règles de fonctionnement du Fonds.

Dans le but d'atteindre les objectifs décrits au § 1er du présent article, les recettes du Fonds sont affectées à la réalisation des missions suivantes :

- 1° les études nécessaires à la délimitation des zones de surveillance;
- 2° les indemnités de travaux faits par les particuliers en vue d'éviter la pollution des eaux;
- 3° les mesures de surveillance et de contrôle des eaux potabilisables;
- 4° la gestion et l'amélioration de la qualité et de la quantité de l'eau potabilisable disponible;
- 5° les études et la réalisation de travaux destinés à remédier à la surexploitation de certaines nappes aquifères;
- 6° les mesures de protection destinées à assurer le respect des normes générales d'immission dans les zones d'eaux potabilisables;
- 7° l'élaboration et la mise en œuvre des programmes d'action dans les zones vulnérables;
- 8° la perception et le recouvrement de la redevance;
- 9° les travaux destinés à lutter contre des pollutions accidentelles dans les zones de surveillance;
- 10° le traitement administratif des dossiers introduits, en application du décret, par la Région et par les titulaires d'autorisation;
- 11° l'acquisition de biens immeubles au sein des zones de prévention;
- 12° les actions entreprises par les titulaires d'autorisation dans la zone de prévention, telles que :
 - les études;
 - les travaux indispensables à la protection de la zone;

(1) Session 1995-1996

Documents du Conseil 102 (1995-1996) N^{os} 1 à 9.

Compte rendu intégral. — Séance publique du 27 février 1996. — Discussion. Vote.

- les indemnités prévues à l'article 13;
 - les travaux destinés à lutter contre des pollutions accidentelles dans les zones de prévention.
 § 3. Le produit de la contribution visée à l'article 4, § 2, est affecté exclusivement à un Fonds pour la protection des eaux souterraines, créé à cette fin au sein du budget général de la Région wallonne.

Le Gouvernement précise les règles de fonctionnement et les modalités d'intervention du Fonds.

Dans le but de garantir la pérennité quantitative des eaux souterraines, les recettes du Fonds sont affectées à la réalisation des missions suivantes :

- 1° les systèmes de surveillance et de contrôle des ressources en eau souterraine;
- 2° les prises d'échantillons et les analyses effectuées en vue d'assurer le respect des dispositions du présent décret et de ses arrêtés d'exécution;
- 3° le recensement des ressources aquifères de la Région et l'inventaire des prises d'eau existantes;
- 4° la gestion et l'amélioration de l'utilisation rationnelle de l'eau souterraine;
- 5° les études et la réalisation de travaux destinés à remédier à la surexploitation de certaines nappes aquifères;
- 6° les travaux destinés à préserver les eaux souterraines;
- 7° la perception et le recouvrement de la contribution;
- 8° le traitement administratif des dossiers introduits, en application du décret, par les titulaires d'autorisation;
- 9° les actions entreprises en vue de récupérer les eaux épuisées.

§ 4. Sans préjudice des dispositions existantes, le Gouvernement peut accorder aux personnes non soumises à l'impôt le bénéfice de l'intervention du Fonds pour la protection des eaux potabilisables dans le cadre de ses interventions telles que définies au § 2, et pour autant que ces personnes procèdent aux versements au profit du Fonds pour la protection des eaux potabilisables selon les règles du présent décret et en se soumettant de manière inconditionnelle à toutes ses dispositions."

Art. 5. A l'article 13, § 3, du décret du 30 avril 1990, tel que modifié par le décret du 23 décembre 1993, les mots "article 5, § 2, 4°" sont remplacés par les mots "article 5, § 2, 12°".

Art. 6. Le chapitre VI "Dispositions abrogatoires, transitoires et finales" du décret du 30 avril 1990 en devient le chapitre VII et l'article 24 du décret du 30 avril 1990 en devient l'article 44.

Art. 7. L'article 25 du décret du 30 avril 1990, tel que modifié par le décret du 23 décembre 1993, en devient l'article 45. Dans cet article, le § 1er est remplacé par la disposition suivante :

" § 1er. L'exploitation des prises d'eau établies avant le 30 juin 1990 peut être poursuivie dans le respect des dispositions en vigueur avant cette date.

Toutefois :

1° les autorisations accordées avant le 30 juin 1990 peuvent être suspendues, modifiées, retirées ou révisées conformément aux articles 6 et 7 du présent décret;

2° pour toute prise d'eau établie avant le 30 juin 1990, l'autorisation prévue par l'article 2 du présent décret doit être demandée dans un délai de deux ans à partir de l'entrée en vigueur du présent paragraphe. Pendant la période d'instruction de la demande, l'article 22, § 1er, a, ne s'applique pas."

Art. 8. L'article 26 du décret du 30 avril 1990 en devient l'article 46.

Art. 9. Après l'article 23 du décret du 30 avril 1990, est inséré un nouveau chapitre VI intitulé "De la déclaration, du paiement et du recouvrement de la redevance et de la contribution" et qui comprend les dispositions suivantes :

"Art. 24. Tout redevable est tenu de déclarer, chaque année, à l'Administration tous les éléments nécessaires à l'établissement du volume d'eau produite ou d'eau prélevée au cours de l'année précédente.

Art. 25. § 1er. La déclaration est établie sur une formule dont le modèle est fixé par le Gouvernement et qui est délivrée et adressée directement aux redevables par l'Administration avant le 31 janvier de l'année de taxation.

Les redevables qui n'ont pas reçu la formule sont tenus d'en réclamer une au siège de l'Administration.

En cas de cessation d'activités, le redevable est tenu de réclamer une formule de déclaration à l'Administration et de la faire parvenir, dans les deux mois de la cessation d'activités, au siège de l'Administration.

§ 2. La formule est remplie conformément aux indications qui y figurent, certifiée exacte, datée et signée.

§ 3. Les documents, relevés ou renseignements dont la production est prévue par la formule font partie intégrante de la déclaration et doivent y être joints.

Art. 26. La déclaration doit être envoyée ou remise au siège de l'Administration avant le 31 mars de chaque année.

Art. 27. La déclaration est vérifiée et le montant de la redevance ou de la contribution est établi par l'Administration.

Celle-ci prend pour base de calcul de la redevance ou de la contribution les éléments déclarés.

Si le volume déclaré n'est pas déterminé au moyen d'un dispositif de comptage, l'Administration se base sur tout élément probant dont elle dispose.

Lorsqu'une prise d'eau souterraine est effectuée sans autorisation ou sans avoir introduit une demande conformément à l'article 45, alinéa 2, 2°, le montant de la contribution calculée par application de l'article 3 sera majoré d'une somme de 15 000 francs.

Art. 28. Tout redevable est tenu, lorsqu'il en est requis par l'Administration, de lui communiquer, sans déplacement, en vue de vérification, tout document nécessaire à la détermination de la base de calcul.

Il est également tenu de permettre l'accès, à toutes les heures où une activité s'y exerce, de ses locaux, terrains et installations, aux fins de contrôle technique, à l'Administration ou à un organisme désigné par le Gouvernement et mandaté par l'Administration.

Sans préjudice du droit de l'Administration de demander des renseignements verbaux, tout redevable est tenu, lorsqu'il en est requis par l'Administration, de lui fournir, par écrit, dans le mois de la demande, tout renseignement qui lui est demandé aux fins de calcul.

Art. 29. Lorsque l'Administration estime devoir rectifier les éléments que le redevable a soit mentionnés dans une déclaration répondant aux conditions prévues aux articles 25 à 28, soit admis par écrit, elle notifie à celui-ci le redressement du volume d'eau déclaré auquel elle a procédé.

Toute rectification est notifiée au redevable dans un délai de huit mois à compter du jour de la réception de la déclaration par l'Administration.

Un délai d'un mois à compter de cette notification est laissé au redevable pour faire valoir ses observations par écrit. Le montant de la redevance ou de la contribution ne peut être établi avant l'expiration de ce délai, sauf si le redevable a marqué son accord par écrit sur la rectification de sa déclaration.

Art. 30. § 1er. L'Administration peut établir d'office le montant de la redevance ou de la contribution en fonction des éléments dont elle dispose et éventuellement des contrôles qu'elle effectue ou fait effectuer, lorsque le redevable s'est abstenu :

1° soit de remettre une déclaration dans les délais prévus par les articles 25 et 26;

2° soit d'éliminer, dans le délai consenti à cette fin, le ou les vices de forme entachant sa déclaration;

3° soit de fournir dans le délai prescrit les renseignements écrits qui lui ont été demandés en vertu de l'article 28, alinéa 3.

Elle recourt à cette procédure dans un délai de deux ans à compter du 1er avril de l'année qui suit l'année de prélèvement.

§ 2. Avant d'établir d'office le montant de la redevance ou de la contribution, l'Administration notifie au redevable sa décision de recourir à cette procédure et les éléments sur lesquels la redevance ou la contribution de prélèvement sera basée.

§ 3. Un délai d'un mois à compter de cette notification est laissé au redevable pour faire valoir ses observations par écrit. Le montant de la redevance ou de la contribution ne peut être établi avant l'expiration de ce délai, sauf si le redevable a marqué son accord par écrit sur le montant notifié.

Art. 31. Si dans le délai fixé aux articles 29, alinéa 3, et 30, § 3, le redevable notifie son désaccord, partiel ou total, l'Administration procède comme suit :

1° si elle peut se rallier aux motifs invoqués par le redevable, elle établit le montant de la redevance ou de la contribution sur base des éléments préalablement admis ou fixés par elle et revus au regard de ces motifs;

2° si elle ne peut se rallier aux motifs invoqués par le redevable, elle établit le montant de la redevance ou de la contribution sur base des éléments préalablement admis ou fixés par elle.

Dans le cas d'application du premier alinéa, 2°, l'Administration notifie sa décision au redevable dans les deux mois de la réception du désaccord.

Art. 32. La redevance et la contribution sont perçues par voie de provisions trimestrielles.

Chaque provision est égale à 20 % du montant de la dernière redevance ou contribution établie par l'Administration.

Si aucune redevance ou contribution n'a encore été établie, chaque provision afférente à la première année est égale à 20 % du montant correspondant aux prélèvements envisagés par le redevable dans sa demande d'autorisation.

Le prélèvement entraîne la déduction des provisions.

Les provisions sont payables pour le 20 du mois qui suit chaque trimestre de l'année de prélèvement.

En cas de non-paiement dans le délai fixé à l'alinéa précédent, les provisions font l'objet de rôles spéciaux.

Les provisions enrôlées sont exigibles immédiatement.

Leur montant est porté à la connaissance du redevable par le fonctionnaire chargé du recouvrement qui lui adresse un avertissement-extrait du rôle.

Art. 33. La redevance et la contribution font l'objet de rôles annuels ou spéciaux.

Art. 34. Les rôles sont arrêtés par l'Administration et rendus exécutoires par l'Inspecteur général de la Division de la Trésorerie du Secrétariat général du Ministère de la Région wallonne ou le fonctionnaire qui exerce cette fonction.

Art. 35. Le montant de la redevance ou de la contribution est porté à la connaissance du redevable par le fonctionnaire chargé du recouvrement, qui adresse au redevable un avertissement-extrait du rôle au plus tard le 31 mars de l'année qui suit celle du dépôt de la déclaration ou de la taxation d'office.

Les provisions sont imputées sur le montant de la redevance ou de la contribution. Il en est fait mention sur l'avertissement-extrait du rôle.

La redevance et la contribution sont payables dans les deux mois de l'envoi de l'avis de l'avertissement-extrait du rôle.

Art. 36. A défaut de paiement des provisions, de la redevance ou de la contribution, des intérêts ou des frais, le premier acte de poursuite pour le recouvrement des provisions, de la redevance ou de la contribution, intérêts et frais, est une contrainte.

Elle est décernée par le fonctionnaire chargé du recouvrement.

Elle est signifiée par exploit d'huissier de justice avec commandement de payer.

Dans les cas déterminés par le Gouvernement, elle peut également être notifiée au redevable.

Art. 37. Le Gouvernement détermine :

1° les modalités d'exécution de l'article 32;

2° le mode à suivre pour les déclarations, la formation des rôles, les paiements, les quittances, les poursuites;

3° les frais administratifs, à charge du redevable, et correspondant aux prestations effectivement accomplies par l'Administration relativement aux actes de recouvrement de la contribution et de la redevance.

Art. 38. § 1er. Sous réserve de ce qui est prévu aux §§ 2 à 4, l'exécution de la contrainte a lieu suivant les dispositions de la cinquième partie, titre III du Code judiciaire relatif à l'exécution forcée.

§ 2. Après la signification ou la notification visées à l'article 36, le fonctionnaire chargé du recouvrement peut, dans les cas déterminés par le Gouvernement, faire procéder à la notification valant saisie-arrêt exécution entre les mains d'un tiers sur les sommes et effets dus ou appartenant au redevable.

La saisie-arrêt doit être également dénoncée au redevable par pli recommandé à la poste.

Cette saisie sort ses effets à compter de la remise de la pièce au destinataire.

Elle donne lieu à l'établissement et à l'envoi, par le fonctionnaire chargé du recouvrement, d'un avis de saisie, comme prévu à l'article 1390 du Code judiciaire.

§ 3. Sous réserve de ce qui est prévu au § 2, les dispositions des articles 1539, 1540, 1542, premier et deuxième alinéas, et 1543 du Code judiciaire sont applicables à cette saisie, étant entendu que la remise du montant de la saisie se fait entre les mains du fonctionnaire chargé du recouvrement.

§ 4. La saisie-arrêt exécution doit être pratiquée par exploit d'huissier de justice, de la manière prévue aux articles 1539 à 1544 du Code judiciaire, lorsqu'il apparaît de la déclaration à laquelle le tiers saisi est tenu après la saisie effectuée par pli recommandé à la poste conformément au § 2 :

1° que le débiteur saisi s'oppose à la saisie-arrêt exécution;

2° que le tiers saisi conteste sa dette à l'égard du débiteur saisi;

3° qu'un autre créancier s'est opposé, avant la saisie par le fonctionnaire chargé du recouvrement, à la remise par le tiers saisi des sommes dues par celui-ci.

Dans ces cas, la saisie pratiquée par pli recommandé à la poste par le fonctionnaire garde ses effets conservatoires si ce fonctionnaire fait procéder par exploit d'huissier de justice, comme prévu à l'article 1539 du Code judiciaire, à une saisie-arrêt exécution entre les mains du tiers dans le mois qui suit le dépôt à la poste de la déclaration du tiers saisi.

§ 5. L'exécution de la contrainte ne peut être interrompue que par une opposition motivée, formée par le redevable, avec citation en justice, à signifier par exploit à la Région.

Art. 39. Le recouvrement de la redevance ou de la contribution se prescrit par cinq ans à compter de la date à laquelle le rôle a été rendu exécutoire.

Art. 40. § 1er. Pour le recouvrement de la redevance ou de la contribution, des intérêts et des frais, la Région a un privilège général sur les revenus et sur tous les biens meubles du redevable à l'exception des navires et bateaux.

Le privilège prend rang immédiatement après ceux qui sont mentionnés aux articles 19 et 20 de la loi du 16 décembre 1851 et à l'article 23 du Livre II du Code de commerce et après les privilèges réservés à l'Etat par l'article 87 du Code de la taxe sur la valeur ajoutée.

§ 2. La redevance ou la contribution, intérêts et frais, sont garantis par une hypothèque légale sur les biens qui appartiennent au redevable, situés en Belgique, et qui en sont susceptibles.

L'hypothèque légale ne porte pas préjudice aux privilèges et hypothèques antérieurs; elle ne prend rang qu'à partir de son inscription.

L'hypothèque est inscrite à la requête du fonctionnaire chargé du recouvrement. L'inscription a lieu nonobstant opposition, contestation ou recours.

Elle ne peut être acquise qu'à partir de l'expiration du délai d'exigibilité tel qu'il résulte de l'article 35, alinéa 3.

§ 3. L'article 447, alinéa 2, du Livre III du Code de commerce concernant les faillites, banqueroutes et sursis, n'est pas applicable à l'hypothèque légale en ce qui concerne les redevances ou les contributions comprises dans les rôles rendus exécutoires antérieurement au jugement déclaratif de la faillite.

Art. 41. La réclamation portant demande en remboursement de la redevance ou de la contribution est formée par un exploit contenant citation en justice, signifié à la Région.

Cette demande est formée dans les deux ans du paiement.

Art. 42. A défaut de paiement dans le délai fixé aux articles 32 et 35, les sommes dues sont productives, de plein droit, dès le lendemain, au profit des Fonds, pour la durée du retard, de l'intérêt au taux légal.

Cet intérêt est calculé mensuellement sur le montant restant dû de la redevance, de la contribution ou de la provision, arrondi au millier de francs inférieur. Toute fraction de mois est comptée pour un mois entier.

L'intérêt n'est réclamé que s'il atteint 100 francs au total.

Art. 43. En cas de remboursement de la redevance ou de la contribution, des intérêts moratoires sont alloués au taux légal.

Les intérêts sont calculés mensuellement sur le montant de chaque paiement arrondi au millier de francs inférieur. Toute fraction de mois est comptée pour un mois entier.

Aucun intérêt moratoire n'est alloué en cas de remboursement :

1° de montants établis d'office, après expiration du délai de réclamation en application des articles 29 et 30;

2° si l'intérêt n'atteint pas 100 francs au total.*

Art. 10 Le présent décret entre en vigueur le 31 décembre 1995, à l'exception de l'article 2 qui produit ses effets le 1er janvier 1994.

Art. 11. Pour la période comprise entre le 1er janvier 1994 et le 31 décembre 1995, la perception de la redevance a lieu en application des règles de perception arrêtées sur base de l'article 4 du décret du 30 avril 1990, tel que modifié par le décret du 23 décembre 1993. La contribution s'applique au volume d'eau prélevé à partir du 1er janvier 1996.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 7 mars 1996.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports,
M. LEBRUN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
B. ANSELME

Le Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,
J.-C. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de la Recherche, du Développement technologique, du Sport et des Relations internationales,
J.-P. GRAFE

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,
W. TAMINIAUX

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 96 - 736

IC - 27160]

7 MÄRZ 1996. — Dekret zur Abänderung des Dekrets vom 30. April 1990
über den Schutz und die Gewinnung von aufbereitablem Wasser (1)

Der wallonische Regionalrat hat das Folgende angenommen und Wir, Regierung, sanktionieren es:

Artikel 1 - Artikel 1 des Dekrets vom 30. April 1990 in seiner durch Artikel 3 des Dekrets vom 23. Dezember 1993 abgeänderten Fassung wird wie folgt ergänzt:

*15° "Gebühren- bzw. Abgabepflichtiger": jede Person, die Wasservolumen entnimmt, die kraft Artikel 4 des Dekrets einer Gebühr oder Abgabe unterliegen;

(1) Sitzungsperiode 1995-1996

Dokumente des Rats 102 (1995-1996) Nrn. 1 bis 9.

Ausführliches Sitzungsprotokoll — öffentliche Sitzung vom 27. Februar 1996.

Diskussion — Abstimmung.

16° "Verwaltung": die Generaldirektion der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft, Abteilung Wasser;
 17° "mit der Betreibung beauftragter Beamte": der in der Eigenschaft von "Steuereinnahmer" beim Generalsekretariat des Ministeriums der Wallonischen Region, Abteilung "Finanzverwaltung" bezeichnete Beamte;
 18° "Zustellung": der Versand einer Verfahrensurskunde, ob Original oder Kopie, in der Form eines bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefes;

19° "Zustellungsdatum": der Tag, der auf die Übergabe der zugestellten Mitteilung bei der Post folgt."

Art. 2 - Artikel 4, § 1 des Dekrets vom 30. April 1990 in seiner durch das Dekret vom 23. Dezember 1993 abgeänderten Fassung bekommt folgenden Wortlaut:

"Die Genehmigungen für die Entnahme von aufbereitablem Wasser unterliegen einer jährlichen Gebühr. Der Betrag der Gebühr wird auf 3 Francs pro Kubikmeter im Laufe des Entnahmejahres erzeugtes Wasser festgesetzt."

Art. 3 - § 1. In Artikel 4, § 2, Absatz 1, des Dekrets vom 30. April 1990 in seiner durch Artikel 7 des Dekrets vom 23. Dezember 1993 abgeänderten Fassung wird der Wortlaut "Entnahmeabgabe, deren Betrag nicht über den Betrag der Gebühr hinausgehen darf" durch folgenden Wortlaut ersetzt:

"jährlichen Entnahmeabgabe, deren Betrag folgendermaßen festgelegt wird:

1° für den Anteil zwischen 0 und 20.000 m³ Wasser: 1 Franc pro m³ entnommenes Wasser;

2° für den Anteil zwischen 20.001 und 100.000 m³ Wasser: 2 Francs pro m³ entnommenes Wasser;

3° für den Anteil über 100.000 m³ Wasser: 3 Francs pro m³ entnommenes Wasser.

Entnommene Mengen unter 3.000 m³ sind abgabefrei."

§ 2. Artikel 4, § 2, Absatz 2 des Dekrets vom 30. April 1990 in seiner durch Artikel 7 des Dekrets vom 23. Dezember 1993 abgeänderten Fassung wird aufgehoben.

§ 3. Artikel 4, § 3 des Dekrets vom 30. April 1990 in seiner durch Artikel 7 des Dekrets vom 23. Dezember 1993 abgeänderten Fassung wird wie folgt ergänzt:

"6° die Hälfte des Volumens des gesümpften Grundwassers, unter der Bedingung, daß dieses Wasser nach dem Abpumpen den in der Wallonischen Region ansässigen Erzeugern von aufbereitablem Trinkwasser zwecks Wiederverwendung kostenlos zur Verfügung gestellt wird."

Art. 4 - Artikel 5 des Dekrets vom 30. April 1990 in seiner durch Artikel 8 des Dekrets vom 23. Dezember 1993 abgeänderten Fassung wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. 5 - § 1. Die von der Region geleisteten Dienste zielen darauf ab, die Bewirtschaftung, die Gewinnung, die Präventivmaßnahmen und die Überwachung des Wassers zu gewährleisten, und in allen Fällen die Beständigkeit der Güte und der Menge des verfügbaren, aufbereitbaren Wassers zu sichern.

§ 2. Das Aufkommen der in Artikel 4, § 1 erwähnten Gebühren und die eventuellen, in § 4 des vorliegenden Artikels gemeinten Zahlungen werden ausschließlich einem Fonds für den Schutz des aufbereitbaren Wassers zugeteilt, der speziell zu diesem Zweck im allgemeinen Haushaltsplan der Wallonischen Region eingerichtet wird.

Die Beteiligungen des Fonds erfolgen unter Einhaltung folgender Modalitäten:

- aufgrund von Programmen, die von den Einrichtungen für die Gewinnung von aufbereitablem Wasser vorgeschlagen und von der Regierung genehmigt werden;

- aufgrund des von der Regierung bestimmten Programms; die Regierung bestimmt die Betriebsregeln des Fonds.

Um die in § 1 des vorliegenden Artikels beschriebenen Ziele zu erreichen, werden die Einnahmen des Fonds der Erfüllung folgender Aufgaben gewidmet:

1° Studien im Hinblick auf die Abgrenzung der Überwachungszonen;

2° Entschädigungen für durch Privatpersonen unternommene Arbeiten zur Vorbeugung der Wasserverschmutzung;

3° Maßnahmen zur Überwachung und Kontrolle des aufbereitbaren Wassers;

4° die Verwaltung und die Verbesserung der Qualität und der Menge des verfügbaren, aufbereitbaren Wassers;

5° Studien und Arbeiten zur Vorbeugung einer Überbeanspruchung gewisser Grundwasservorkommen;

6° Schutzmaßnahmen zur Sicherung der Einhaltung der allgemeinen Immissionsnormen in Gebieten, in denen aufbereites Trinkwasser vorkommt;

7° die Ausarbeitung und Durchführung von Aktionsprogrammen in gefährdeten Gebieten;

8° die Erhebung und Beitreibung der Gebühr;

9° die Arbeiten zur Bekämpfung der zufälligen Verschmutzungen in den Überwachungszonen;

10° die verwaltungsmäßige Bearbeitung der in Anwendung des Dekrets durch die Region und die Genehmigungsinhaber eingereichten Akten;

11° die Anschaffung von Immobiliengütern innerhalb der Präventivzonen;

12° die innerhalb der Präventivzonen von den Genehmigungsinhabern unternommenen Aktionen, wie z.B.:

- Studien;

- unentbehrliche Arbeiten zum Schutz der Zone;

- die in Artikel 13 erwähnten Entschädigungen;

- die Arbeiten zur Bekämpfung der zufälligen Verschmutzungen in den Präventivzonen.

§ 3. Das Aufkommen der in Artikel 4, § 2 erwähnten Abgabe wird ausschließlich einem Fonds für den Schutz des Grundwassers zugeteilt, der speziell zu diesem Zweck im allgemeinen Haushaltsplan der Wallonischen Region eingerichtet wird.

Die Regierung bestimmt die Betriebsregeln und Beteiligungsmodalitäten des Fonds.

Um die Beständigkeit der Grundwassermenge zu gewährleisten werden die Einnahmen des Fonds der Erfüllung folgender Aufgaben gewidmet:

1° Systeme zur Überwachung und Kontrolle der Grundwasserressourcen;

2° Probeentnahmen und -analysen zur Sicherung der Einhaltung der Bestimmungen des vorliegenden Dekrets und seiner Ausführungserlasse;

3° die Erfassung der Grundwasserressourcen der Region und die Bestandsaufnahme der bestehenden Wasserentnahmestellen;

4° die Verwaltung und Verbesserung einer vernünftigen Nutzung des Grundwassers;

5° Studien und Arbeiten zur Vorbeugung einer Überbeanspruchung gewisser Grundwasservorkommen;

6° Arbeiten zur Erhaltung des Grundwassers;

7° die Erhebung und Beitreibung der Abgabe;

8° die verwaltungsmäßige Bearbeitung der in Anwendung des Dekrets durch die Genehmigungsinhaber eingereichten Akten;

9° unternommene Aktionen zur Wiedergewinnung des Sumpfwassers.

§ 4. Unbeschadet der bestehenden Bestimmungen darf die Regierung den der Steuer nicht unterworfenen Personen den Genuß der Beteiligung des Fonds für den Schutz des aufbereitbaren Wassers gewähren und zwar im Rahmen der in § 2 bestimmten Beteiligungen, unter der Voraussetzung, daß diese Personen den Regeln des vorliegenden Dekrets gemäß und unter unbedingter Einhaltung aller seiner Bestimmungen die Zahlungen zugunsten des Fonds für den Schutz des aufbereitbaren Wassers tätigen.

Art. 5 - In Artikel 13, § 3 des Dekrets vom 30. April 1990 in seiner durch das Dekret vom 23. Dezember 1993 abgeänderten Fassung wird der Wortlaut "Artikel 5, § 2, 4°" durch den Wortlaut "Artikel 5, § 2, 12°" ersetzt.

Art. 6 - Kapitel VI "Aufhebungs-, Übergangs- und Schlußbestimmungen" des Dekrets vom 30. April 1990 wird zum Kapitel VII und Artikel 24 des Dekrets vom 30. April 1990 wird zum Artikel 44.

Art. 7 - Artikel 25 des Dekrets vom 30. April 1990, in seiner durch das Dekret vom 23. Dezember 1993 abgeänderten Fassung, wird zum Artikel 45. In diesem Artikel wird der 1. Paragraph durch folgende Bestimmung ersetzt:

"§ 1. Der Betrieb der vor dem 30. Juni 1990 eingerichteten Wasserfassungsstellen darf unter Einhaltung der vor diesem Datum gültigen Bestimmungen weitergeführt werden.

Jedoch:

1° dürfen die vor dem 30. Juni 1990 gewährten Genehmigungen gemäß Artikeln 6 und 7 des vorliegenden Dekrets aufgehoben, abgeändert, zurückgezogen oder revidiert werden;

2° muß für alle vor dem 30. Juni 1990 eingerichteten Wasserfassungsstellen die in Artikel 2 des vorliegenden Dekrets vorgesehene Genehmigung innerhalb einer Frist von zwei Jahren ab dem Inkrafttreten des vorliegenden Paragraphen beantragt werden. Artikel 22, § 1, a findet keine Anwendung während der Bearbeitungsperiode des Antrags."

Art. 8 - Artikel 26 des Dekrets vom 30. April 1990 wird zum Artikel 46.

Art. 9 - Nach Artikel 23 des Dekrets vom 30. April 1990 wird ein neues Kapitel VI "Erklärung, Zahlung und Beitreibung der Gebühr und der Abgabe" eingefügt. Dieses Kapitel enthält folgende Bestimmungen:

"Art. 24 - Jeder Gebühren- bzw. Abgabepflichtige muß jedes Jahr der Verwaltung alle Angaben mitteilen, die zur Ermittlung des während des vorangehenden Jahres erzeugten bzw. entnommenen Wasservolumens erforderlich sind.

Art. 25 - § 1. Die Erklärungen der Gebühren- bzw. Abgabepflichtigen erfolgen auf einem Formular, dessen Muster von der Regierung bestimmt wird. Dieses Erklärungsformular wird den Gebühren- bzw. Abgabepflichtigen direkt durch die Verwaltung übermittelt, und zwar vor dem 31. Januar des Besteuerungsjahres.

Die Gebühren- bzw. Abgabepflichtigen, die das Formular nicht erhalten haben, sind verpflichtet, es bei der Verwaltung anzufordern.

Im Falle einer Betriebsaufgabe muß der Gebühren- bzw. Abgabepflichtige ein Erklärungsformular bei der Verwaltung anfordern, und dieses innerhalb von zwei Monaten nach der Betriebsaufgabe an den Verwaltungssitz zuschicken.

§ 2. Das Formular wird unter Einhaltung der dort angegebenen Hinweise ausgefüllt, für richtig bescheinigt, mit dem Datum versehen und unterzeichnet.

§ 3. Die Dokumente, Aufstellungen und Angaben, die im Formular angefragt werden, bilden einen integrierenden Bestandteil der Erklärung und müssen ihr daher beigelegt werden.

Art. 26 - Die Erklärungen müssen der Verwaltung vor dem 31. März eines jeden Jahres zukommen.

Art. 27 - Die Erklärungen werden geprüft, und der Betrag der Gebühr bzw. Abgabe wird durch die Verwaltung festgelegt.

Dabei bezieht sich die Verwaltung auf die mitgeteilten Angaben als Grundlage für die Berechnung der Gebühr bzw. Abgabe.

Wenn das angegebene Volumen nicht anhand einer Zählvorrichtung bestimmt worden ist, stützt sich die Verwaltung auf alle sonstigen beweiskräftigen Angaben, über die sie verfügt.

Wenn eine Grundwasserentnahme ohne Genehmigung erfolgt, oder ohne daß ein Antrag gemäß Artikel 45, Absatz 2, 2° eingereicht worden ist, dann wird der Betrag der in Anwendung von Artikel 3 berechneten Abgabe um 15 000 Francs erhöht.

Art. 28 - Auf Anfrage der Verwaltung ist jeder Gebühren- bzw. Abgabepflichtige dazu verpflichtet, ihr unverzüglich jegliche zur Bestimmung der Berechnungsgrundlage erforderlichen Unterlagen zwecks Prüfung zu übermitteln.

Er ist ebenfalls dazu verpflichtet, der Verwaltung oder jeglicher von der Regierung bezeichneten und von der Verwaltung beauftragten Behörde während der Arbeitszeiten den Zugang zu seinen Betriebsräumen, -geländen und -anlagen zu erlauben.

Unbeschadet des Rechts der Verwaltung, auch mündliche Auskünfte einzuholen, ist jeglicher Gebühren- bzw. Abgabepflichtige auf Anfrage der Verwaltung dazu verpflichtet, ihr innerhalb eines Monats nach Eingang ihres Antrags, alle durch sie angeforderten Angaben zur Prüfung der Berechnungsgrundlage schriftlich mitzuteilen.

Art. 29 - Wenn die Verwaltung der Ansicht ist, daß sie die vom Gebühren- bzw. Abgabepflichtigen entweder in einer Erklärung gemäß Artikeln 25 bis 28 mitgeteilten oder schriftlich anerkannten Angaben zu berichtigen hat, dann informiert sie diesen über die durchgeführte Berichtigung des erklärten Wasservolumens.

Jegliche Berichtigung wird dem Gebühren- bzw. Abgabepflichtigen innerhalb einer Frist von acht Monaten ab dem Tag, an dem die Erklärung der Verwaltung zugestellt wurde, mitgeteilt.

Der Gebühren- bzw. Abgabepflichtige verfügt dann über eine Frist von 1 Monat, um der Verwaltung seine Bemerkungen schriftlich mitzuteilen. Der endgültige Betrag der Gebühr bzw. Abgabe darf nicht vor Ablauf dieser Frist festgelegt werden, es sei denn, der Gebühren- bzw. Abgabepflichtige habe sich mit der Berichtigung seiner Erklärung schriftlich einverstanden erklärt.

Art. 30 - § 1. Aufgrund der Angaben, über die sie verfügt und der eventuellen Kontrollen, die sie durchführt oder durchführen läßt, ist die Verwaltung berechtigt, die Höhe der Gebühr oder der Abgabe von Amts wegen zu bestimmen, wenn der Gebühren- bzw. Abgabepflichtige:

1° entweder keine Erklärung innerhalb der in Artikeln 25 und 26 vorgesehenen Frist übermittelt hat,

2° oder den Formmangel bzw. die Formmängel, der bzw. die seine Erklärung belastet bzw. belasten, nicht innerhalb der vorgeschriebenen Frist beseitigt hat,

3° oder die ihm kraft Artikel 28, Absatz 3, angefragten schriftlichen Angaben nicht innerhalb der vorgeschriebenen Frist mitgeteilt hat.

Die Verwaltung trifft diese Maßnahme innerhalb einer Frist von zwei Jahren nach dem 1. April des Jahres, das auf das betroffene Entnahmehjahr folgt.

§ 2. Bevor der Betrag der Gebühr oder der Abgabe von Amts wegen festgelegt wird, teilt die Verwaltung dem Gebühren- bzw. Abgabepflichtigen ihren Beschluß über das Treffen dieser Maßnahme mit, wobei sie ihn über die Berechnungsgrundlagen der besagten Gebühr oder Abgabe informiert.

§ 3. Der Gebühren- bzw. Abgabepflichtige verfügt dann über eine Frist von 1 Monat, um seine Bemerkungen schriftlich mitzuteilen. Der endgültige Betrag der Gebühr bzw. Abgabe darf nicht vor Ablauf dieser Frist festgelegt werden, es sei denn, der Gebühren- bzw. Abgabepflichtige habe sich schriftlich mit dem mitgeteilten Betrag einverstanden erklärt.

Art. 31 - Wenn der Gebühren- bzw. Abgabepflichtige sich innerhalb der in Artikel 29, Absatz 3 und Artikel 30, § 3 festgelegten Frist mit dem mitgeteilten Betrag schriftlich insgesamt oder teilweise nicht einverstanden erklärt, geht die Verwaltung wie folgt vor:

1° wenn sie der vom Gebühren- bzw. Abgabepflichtigen geäußerten Begründung beipflichtet, legt sie den Betrag der Gebühr bzw. Abgabe aufgrund der vorherig durch sie anerkannten oder bestimmten, und anschließend unter Berücksichtigung dieser Begründung revidierten Elemente fest;

2° wenn sie der vom Gebühren- bzw. Abgabepflichtigen geäußerten Begründung nicht beipflichten kann, legt sie den Betrag der Gebühr bzw. Abgabe aufgrund der vorherig durch sie anerkannten oder bestimmten Elemente fest.

Im Falle der Anwendung von Absatz 1, 2° teilt die Verwaltung dem Gebühren- bzw. Abgabepflichtigen innerhalb von zwei Monaten nach dessen Mitteilung, daß er mit dem festgelegten Betrag nicht einverstanden ist, ihren Beschluß mit.

Art. 32 - Die Gebühr bzw. Abgabe wird in der Form von dreimonatlichen Anzahlungen erhoben.

Jede Anzahlung gleicht 20 % des Betrags der letzten von der Verwaltung festgelegten Gebühr oder Abgabe.

Wenn noch keine Gebühr noch Abgabe festgelegt worden ist, gleicht jede für das erste Jahr erhobene Anzahlung 20 % des Betrags, der den vom Gebühren- bzw. Abgabepflichtigen in seinem Genehmigungsantrag geschätzten Wasserentnahmemengen entspricht.

Die Existenz einer Wasserentnahme bedingt die Pflicht, Anzahlungen zu tätigen.

Die Anzahlungen sind am 20. des Monats, der auf jedes Trimester des Entnahmejahres folgt, zahlbar.

Sind die Anzahlungen innerhalb der im obigen Absatz erwähnten Frist nicht gezahlt worden, dann werden sie Gegenstand von Sonderheberollen.

Die in Sonderheberollen vorkommenden Anzahlungen sind unverzüglich einforderbar.

Der mit der Beitreibung beauftragte Beamte teilt dem Gebühren- bzw. Abgabepflichtigen die Höhe dieser einforderbaren Anzahlungen mit durch Übersendung eines Steuerbescheids der Heberolle.

Art. 33 - Die Gebühr bzw. Abgabe sind Gegenstand von jährlichen oder Sonderheberollen.

Art. 34 - Die Heberollen werden von der Verwaltung festgelegt und von dem Generalinspektor der Abteilung Finanzverwaltung des Generalsekretariats des Ministeriums der Wallonischen Region oder dem dieses Amt ausübenden Beamten für vollstreckbar erklärt.

Art. 35 - Der mit der Beitreibung beauftragte Beamte teilt dem Gebühren- bzw. Abgabepflichtigen den Betrag der Gebühr bzw. Abgabe mit; spätestens am 31. März des Jahres, das auf die Hinterlegung der Erklärung oder die Mitteilung der Besteuerung von Amts wegen folgt, übermittelt er dem Gebühren- bzw. Abgabepflichtigen einen Steuerbescheid der Heberolle.

Die getätigten Anzahlungen werden vom Betrag der Gebühr bzw. Abgabe abgerechnet. Diese Tatsache wird im Steuerbescheid der Heberolle angegeben.

Die Gebühr bzw. Abgabe sind innerhalb von zwei Monaten nach Versand des Steuerbescheids der Heberolle zahlbar.

Art. 36 - Mangels Zahlung des Betrags der Anzahlungen, der Gebühr oder der Abgabe, der Zinsen oder der Unkosten, bildet die erste Verfolgungsakte zur Beitreibung der Anzahlungen, der Gebühr oder der Abgabe, der Zinsen oder der Unkosten, einen Vollstreckungsauftrag.

Dieser wird vom mit der Beitreibung beauftragten Beamten angeordnet.

Er wird durch eine Zustellung des Gerichtsvollziehers mit Zahlungsanordnung bekanntgegeben.

In den von der Regierung festgelegten Fällen kann er ebenfalls dem Gebühren- bzw. Abgabepflichtigen zugestellt werden.

Art. 37 - Die Regierung bestimmt:

1° die Durchführungsmodalitäten von Artikel 32;

2° die Verfahrensweise für die Erklärungen, die Bildung der Heberollen, die Zahlungen, die Quittungen, die Verfolgungen;

3° die Verwaltungskosten zu Lasten des Gebühren- bzw. Abgabepflichtigen, die den durch die Verwaltung effektiv erbrachten Leistungen zwecks der Beitreibung der Abgabe bzw. Gebühr entsprechen.

Art. 38 - § 1. Unter dem Vorbehalt der in §§ 2 bis 4 angeführten Bestimmungen erfolgt die Durchführung des Vollstreckungsauftrags unter Einhaltung der Bestimmungen von Teil 5, Titel III des Gerichtsgesetzbuches über die Zwangsvollstreckung.

§ 2. Nach der Bekanntgabe bzw. Zustellung gemäß Artikel 36 darf der mit der Beitreibung beauftragte Beamte in den von der Regierung bestimmten Fällen die als vollstreckbare Sicherheitspfändung in dritter Hand geltende, amtliche Zustellungsurkunde ausfertigen lassen für die dem Gebühren- bzw. Abgabepflichtigen geschuldeten oder gehörenden Summen oder Handelspapiere.

Die Sicherheitspfändung muß ebenfalls dem Gebühren- bzw. Abgabepflichtigen per Einschreiben mitgeteilt werden.

Diese Pfändung wird mit der Übergabe des Schriftstückes an den Empfänger wirksam.

Sie gibt Anlaß zur Aufstellung und Zusendung durch den mit der Beitreibung beauftragten Beamten einer Pfändungsanzeige im Sinne von Artikel 1390 des Gerichtsgesetzbuches.

§ 3. Unter Vorbehalt dessen, was in § 2 vorgesehen ist, finden die Bestimmungen von Artikeln 1539, 1540, 1542 Absatz 1 und 2, und 1543 des Gerichtsgesetzbuches Anwendung auf die besagte Pfändung, wobei als vereinbart gilt, daß der gepfändete Betrag dem mit der Beitreibung beauftragten Beamten übergeben wird.

§ 4. Die vollstreckbare Sicherheitspfändung erfolgt durch ein vom Gerichtsvollzieher zugestelltes Schriftstück gemäß Artikeln 1539 bis 1544 des Gerichtsgesetzbuches, wenn aus der Erklärung, die der Drittgepfändete nach der Pfändung abgeben muß, und die gemäß § 2 durch einen bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief erfolgt, hervorgeht, daß:

1° der gepfändete Schuldner Einspruch gegen die vollstreckbare Sicherheitspfändung erhebt;

2° der Drittgepfändete seine Schuld dem gepfändeten Schuldner gegenüber bestreitet;

3° ein anderer Gläubiger vor der durch den mit der Beitreibung beauftragten Beamten getätigten Pfändung gegen die Tatsache Einspruch erhoben hat, daß der Drittgpfändete die Beträge abgegeben hat, die dieser schuldet.

In diesen Fällen bewahrt die vom Beamten per Einschreiben getätigte Pfändung ihren Sicherungscharakter, wenn dieser Beamte gemäß Artikel 1539 des Gerichtsgesetzbuches die vollstreckbare Sicherheitspfändung in dritter Hand durch ein vom Gerichtsvollzieher zugestelltes Schriftstück innerhalb des Monats vornehmen läßt, in dem die Erklärung des Drittgpfändeten bei der Post abgegeben wird.

§ 5. Die Vollstreckung der Zahlungsanordnung darf nur durch einen begründeten Einspruch des Gebühren- bzw. Abgabepflichtigen mit einer gleichzeitig an die Region zugestellten Ladung vor Gericht unterbrochen werden.

Art. 39 - Die Beitreibung der Gebühr bzw. Abgabe verjährt nach 5 Jahren ab dem Datum, an dem die Heberolle für vollstreckbar erklärt worden ist.

Art. 40 - § 1. Hinsichtlich der Beitreibung der Gebühr bzw. Abgabe, der Zinsen und Unkosten verfügt die Region über ein unbegrenztes, die gesamten Einkünfte und das gesamte bewegliche Vermögen des Gebühren- bzw. Abgabepflichtigen mit Ausnahme der Schiffe und Boote belastendes Vorzugsrecht.

Das Vorzugsrecht belegt den Rang unmittelbar nach denen, die in Artikeln 19 und 20 des Gesetzes vom 16. Dezember 1851 und Artikel 23 von Buch II des Handelsgesetzbuches erwähnt sind, sowie nach dem durch Artikel 87 des Mehrwertsteuergesetzbuches dem Staat vorbehaltenen Vorzugsrecht.

§ 2. Die Gebühr oder Abgabe, die Zinsen und Unkosten, werden durch eine gesetzliche Hypothek auf die Güter gesichert, die dem Gebühren- bzw. Abgabepflichtigen gehören und in Belgien gelegen sind, und die mit einer solchen Hypothek tatsächlich belastet werden können.

Die gesetzliche Hypothek schadet nicht den vorherigen Vorzugsrechten und Hypotheken; sie gilt erst ab ihrer Eintragung.

Die Hypothek wird auf Anfrage des mit der Beitreibung beauftragten Beamten eingetragen. Die Eintragung erfolgt ungeachtet eventueller Einsprüche, Anfechtungen oder Berufungen.

Sie kann erst ab dem Ablauf der Fälligkeitsfrist nach Artikel 35, Absatz 3 als erworben gelten.

§ 3. Artikel 447, Absatz 2 von Buch III des Handelsgesetzbuches über die Konkurse, Bankrotte und Aufschiebe ist nicht auf die gesetzliche Hypothek anwendbar, was die Gebühren und Abgaben betrifft, die in Heberollen vorkommen, die vor dem den Konkurs erklärenden Urteil für vollstreckbar erklärt worden sind.

Art. 41 - Die Beschwerde mit dem Antrag auf Rückerstattung der Gebühr oder der Abgabe erfolgt durch eine an die Region übermittelte Zustellung, die ebenfalls eine Ladung vor Gericht enthält.

Dieser Antrag muß innerhalb von 2 Jahren nach der Zahlung gestellt werden.

Art. 42 - Mangels Zahlung innerhalb der in Artikeln 32 bis 35 festgelegten Frist sind die geschuldeten Beträge zugunsten der Fonds ab dem folgenden Tag von Rechts wegen zinstragend für die völlige Dauer des Zahlungsverzugs, wobei der Zinssatz der gesetzliche Zinssatz ist.

Dieser Zins wird monatlich auf der Grundlage des noch geschuldeten Betrags der Gebühr, der Abgabe oder der Anzahlung berechnet, und auf das untere Tausend abgerundet. Jeder Teil eines Monats wird als voller Monat betrachtet.

Der Zins wird nur dann gefordert, wenn er insgesamt 100 Francs erreicht oder übersteigt.

Art. 43 - Im Falle der Rückerstattung der Gebühr oder der Abgabe werden Aufschubszinsen zum gesetzlichen Satz gewährt.

Die Zinsen werden monatlich auf der Grundlage jeder Zahlung berechnet und auf das untere Tausend abgerundet. Jeder Teil eines Monats wird als voller Monat betrachtet.

Aufschubszinsen werden nicht gewährt, wenn die Rückerstattung:

1° von Amts wegen bestimmte Beträge betrifft, nach Ablauf der Beschwerdefrist in Anwendung von Artikeln 29 und 30;

2° wenn der Zins insgesamt den Betrag von 100 Francs nicht erreicht."

Art. 10 - Das vorliegende Dekret tritt am 31. Dezember 1995 in Kraft, mit Ausnahme des Artikels 2 der am 1. Januar 1994 wirksam wird.

Art. 11 - Was die Periode zwischen dem 1. Januar 1994 und dem 31. Dezember 1995 betrifft, erfolgt die Erhebung der Gebühr in Anwendung der aufgrund von Artikel 4 des Dekrets vom 30. April 1990, in seiner durch das Dekret vom 23. Dezember 1993 abgeänderten Fassung, festgelegten Erhebungsregeln. Die Abgabe betrifft das ab dem 1. Januar 1996 entnommene Wasservolumen.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, daß es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 7. März 1996.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister der Raumordnung, der Ausrüstung und des Transportwesens,
M. LEBRUN

Der Minister der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,
B. ANSELME

Der Minister des Haushalts und der Finanzen; der Beschäftigung und der Ausbildung,
J.-C. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Forschung, der Technologischen Entwicklung, des Sportwesens
und der Internationalen Beziehungen,
J.-P. GRAFE

Der Minister der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens,
W. TAMINIAUX

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
G. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 98 - 736

[C - 27160]

7 MAART 1996. — Decreet houdende wijziging van het decreet van 30 april 1990 op de bescherming en de exploitatie van tot drinkwater verwerkbaar water

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Artikel 1 van het decreet van 30 april 1990, zoals gewijzigd bij artikel 3 van het decreet van 23 december 1993, wordt als volgt aangevuld :

15° "belastingplichtige" : persoon die hoeveelheden water uitpompst die krachtens artikel 4 van het decreet aan een heffing of een belasting onderworpen zijn;

16° "Bestuur" : de Algemene Directie Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw, Afdeling Water;

17° "ambtenaar belast met de inning" : de ambtenaar die het ambt van belastingontvanger uitoefent bij het Secretariaat-generaal van het Ministerie van het Waalse Gewest, Afdeling Thesaurie;

18° "betekening" : het aangetekend zenden van een originele procedureakte of een afschrift ervan;

19° "datum van de betekening" : de dag na die waarop het betekende stuk ter post is afgegeven."

Art. 2. Artikel 4, § 1, van het decreet van 30 april 1990, zoals gewijzigd bij het decreet van 23 december 1993, luidt als volgt :

"De vergunningen voor winningen van tot drinkwater verwerkbaar water zijn onderworpen aan een jaarlijkse heffing. Het bedrag van de heffing wordt vastgesteld op 3 frank per m³ water uitgedompt in de loop van het jaar."

Art. 3. § 1. In artikel 4, § 2, eerste lid, van het decreet van 30 april 1990, zoals gewijzigd bij artikel 7 van het decreet van 23 december 1993, wordt de zin "waarvan het bedrag dat van de heffing niet mag overschrijden" vervangen door de zin "jaarlijkse winningsbelasting waarvan het bedrag als volgt is vastgesteld :

1° van 0 tot 20.000 m³ water : 1 frank per m³ uitgedompt water;

2° van 20.001 tot 100.000 m³ water : 2 frank per m³ uitgedompt water;

3° boven 100.000 m³ : 3 frank per m³ uitgedompt water.

Het uitpompen van minder dan 3.000 m³ is belastingvrij."

§ 2. Artikel 4, § 2, alinea 2, van het decreet van 30 april 1990, zoals gewijzigd bij artikel 7 van het decreet van 23 december 1993, wordt opgeheven.

§ 3. Artikel 4, § 3, van het decreet van 30 april 1990, zoals gewijzigd bij artikel 7 van het decreet van 23 december 1993, wordt als volgt aangevuld :

"6° de helft van de hoeveelheid uitgedompt grondwater, op voorwaarde dat dit water na bemaling gratis ter beschikking wordt gesteld van de Waalse producenten van tot drinkwater verwerkbaar water met het oog op de terugwinning ervan."

Art. 4. Artikel 5 van het decreet van 30 april 1990, zoals gewijzigd bij artikel 8 van het decreet van 23 december 1993, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Art. 5. § 1. De door het Gewest verleende diensten hebben betrekking op het beheer, de produktie, de preventieve maatregelen en het toezicht op het water en waarborgen hoe dan ook de kwalitatieve en kwantitatieve duurzaamheid van het tot drinkwater verwerkbaar water dat beschikbaar is.

§ 2. De opbrengst van de in artikel 4, § 1, bedoelde heffingen en de eventuele stortingen, waarvan sprake in § 4 van dit artikel, zijn uitsluitend bestemd voor een Fonds voor de bescherming van tot drinkwater verwerkbaar water, dat met het oog hierop binnen de algemene begroting van het Waalse Gewest is opgericht.

Het Fonds verleent zijn tegemoetkoming :

- op basis van programma's voorgelegd door producenten van tot drinkwater verwerkbaar water en goedgekeurd door de Regering;

- op basis van het door de Regering vastgestelde programma; de Regering bepaalt de werkingsregels van het Fonds.

Om de in § 1 van dit artikel bedoelde doelstellingen te bereiken worden de ontvangsten van het Fonds aangewend om de volgende opdrachten te vervullen :

1° de nodige studies voor het afbakenen van toezichtszones;

2° de vergoedingen voor werken die particulieren uitvoeren om watervervuiling te voorkomen;

3° de maatregelen inzake toezicht en controle op het tot drinkwater verwerkbaar water;

4° het beheer en de verbetering van de kwaliteit en de kwantiteit van het tot drinkwater verwerkbaar water dat beschikbaar is;

5° de studies en de uitvoering van werken die een einde moeten maken aan de overexploitatie van bepaalde waterlagen;

6° de beschermingsmaatregelen waarbij wordt voldaan aan de algemene immissienormen in de zones van tot drinkwater verwerkbaar water;

- 7° het uitwerken en het uitvoeren van actieprogramma's voor kwetsbare zones;

8° de inning en de invordering van de heffing;

9° de werken voor de bestrijding van toevallige vervuilingen in de toezichtszones;

10° de administratieve behandeling van de door het Gewest en de vergunninghouders overeenkomstig het decreet ingediende dossiers;

11° de aankoop van onroerende goederen binnen de preventiezones;

12° de door de vergunninghouders binnen de preventiezone getroffen maatregelen zoals :

- studies;

- de nodige werken voor de bescherming van de zone;

(1) Zitting 1995-1996.

Stukken van de Raad 102 (1995-1996) Nrs. 1 tot 9.

Volledig verslag. — Openbare vergadering van 27 februari 1996.

Bespreking. Stemming.

- de in artikel 13 bedoelde vergoedingen;

- de werken voor de bestrijding van toevallige vervuilingen.

§ 3. De opbrengst van de in artikel 4, § 2, bedoelde belasting is uitsluitend bestemd voor een Fonds voor grondwaterbescherming dat met het oog hierop binnen de algemene begroting van het Waalse Gewest is opgericht.

De Regering bepaalt de werkingsregels en de tegemoetkomingsmodaliteiten van het Fonds.

Om de kwantitatieve duurzaamheid van het grondwater te garanderen worden de ontvangsten van het Fonds aangewend om de volgende opdrachten te vervullen :

1° de systemen voor het toezicht en de controle op de grondwatervoorraden;

2° de monsternemingen en de analyses waarbij kan worden nagegaan of de bepalingen van dit decreet en de uitvoeringsbesluiten ervan worden nageleefd;

3° de inventarisatie van de grondwatervoorraden van het Gewest en een lijst van de bestaande waterwinningen;

4° het beheer en een rationeler gebruik van het grondwater;

5° de studies en de uitvoering van werken die een einde moeten maken aan de overexploitatie van bepaalde waterlagen;

6° de werken voor de bescherming van het grondwater;

7° de inning en de invordering van de belasting;

8° de administratieve behandeling van de door het Gewest en de vergunninghouders overeenkomstig het decreet ingediende dossiers;

9° de getroffen maatregelen voor de terugwinning van het uitgepompte water.

§ 4. Onverminderd de bestaande bepalingen kan de Regering de niet-belastingplichtigen in aanmerking laten komen voor de tegemoetkoming van het Fonds voor de bescherming van tot drinkwater verwerkbaar water, zoals bepaald in § 2, voor zover deze personen hun bijdrage leveren aan het Fonds, overeenkomstig de regels van dit decreet en met onvoorwaardelijke inachtneming van alle bepalingen ervan."

Art. 5. In artikel 13, § 3, van het decreet van 30 april 1990, zoals gewijzigd bij het decreet van 23 december 1993, worden de termen "artikel 5, § 2, 4°" vervangen door de termen "artikel 5, § 2, 12°".

Art. 6. Hoofdstuk VI "Opheffings-, overgangs- en slotbepalingen" van het decreet van 30 april 1990 wordt hoofdstuk VII en artikel 24 van het decreet van 30 april 1990 wordt artikel 44.

Art. 7. Artikel 25 van het decreet van 30 april 1990, zoals gewijzigd bij het decreet van 23 december 1993, wordt artikel 45. In dit artikel wordt § 1 door de volgende bepaling vervangen :

"§ 1. De exploitatie van waterwinningen die vóór 30 juni 1990 werden aangelegd, kan met inachtneming van de vóór deze datum geldende bepalingen voortgezet worden.

Desalniettemin :

1° kunnen de vóór 30 juni 1990 verleende vergunningen geschorst, gewijzigd, ingetrokken of herzien worden, overeenkomstig de artikelen 6 en 7 van dit decreet;

2° moet, voor elke waterwinning die vóór 30 juni 1990 werd aangelegd, de in artikel 2 van dit decreet bedoelde vergunning aangevraagd worden binnen een termijn van twee jaar te rekenen vanaf de inwerkingtreding van deze paragraaf. Artikel 22, § 1, a., is niet van toepassing zolang de aanvraag in behandeling is."

Art. 8. Artikel 26 van het decreet van 30 april 1990 wordt artikel 46.

Art. 9. Na artikel 23 van het decreet van 30 april 1990 wordt een nieuw hoofdstuk VI ingevoegd, met de titel "Aangifte, betaling en inning van de heffing en van de belasting". Dit hoofdstuk bevat de volgende bepalingen :

"Art. 24. Elke belastingplichtige moet het Bestuur jaarlijks alle gegevens verstrekken die nodig zijn voor de bepaling van de tijdens het jaar tevoren geproduceerde of uitgepompte hoeveelheid water.

Art. 25. § 1. De aangifte wordt gedaan aan de hand van een formulier waarvan het model door de Regering wordt bepaald en dat het Bestuur vóór 31 januari van het aanslagjaar rechtstreeks aan de belastingplichtigen zendt.

De belastingplichtige die het formulier niet ontvangen heeft, moet er één bij het Bestuur aanvragen.

Bij stopzetting van de activiteiten moet de belastingplichtige een aangifteformulier bij het Bestuur aanvragen en het er binnen twee maanden na de stopzetting terug naar toe zenden.

§ 2. Het formulier wordt behoorlijk ingevuld, voor echt verklaard, gedateerd en ondertekend.

§ 3. De over te leggen stukken, lijsten of inlichtingen maken noodzakelijk deel uit van de aangifte en moeten er bij gevoegd worden.

Art. 26. De aangifte moet jaarlijks vóór 31 maart in het bezit zijn van het Bestuur.

Art. 27. Na onderzoek van de aangifte bepaalt het Bestuur het bedrag van de heffing of de belasting.

Het Bestuur gaat uit van de verstrekte gegevens om de heffing of de belasting te berekenen.

Als de aangegeven hoeveelheid niet d.m.v. een telystemeem is vastgesteld, baseert het Bestuur zich op elk bewijsstuk waarover het beschikt.

Wanneer een grondwaterwinning aangelegd wordt zonder vergunning of zonder aanvraag overeenkomstig artikel 45, alinea 2, 2°, zal het bedrag van de krachtens artikel 3 berekende belasting met 15.000 frank vermeerderd worden.

Art. 28. Op verzoek van het Bestuur moet elke belastingplichtige zonder verplaatsing ter nazicht elk document verstrekken dat nuttig is voor de bepaling van de berekeningsgrondslag.

Tijdens de werken moet hij het Bestuur of een door de Regering aangewezen en door het Bestuur gemachtigde instelling tevens toegang verlenen tot zijn lokalen, terreinen en installaties met het oog op de technische controle.

Onverminderd het recht van het Bestuur om mondelinge inlichtingen te vragen, moet elke belastingplichtige op verzoek van het Bestuur binnen de maand na de aanvraag schriftelijk alle nuttige inlichtingen verstrekken voor de verificatie van de berekeningsgrondslag.

Art. 29. Wanneer het Bestuur gegevens meent te moeten rechtzetten die de belastingplichtige heeft meegedeeld in een aangifte overeenkomstig de in de artikelen 25 tot 28 gestelde voorwaarden, of die hij schriftelijk heeft aanvaard, stelt het hem in kennis van de rechtzetting van de aangegeven hoeveelheid water.

Elke rechtzetting wordt aan de belastingplichtige meegedeeld binnen een termijn van acht maanden te rekenen vanaf de dag van de ontvangst van de aangifte door het Bestuur.

De belastingplichtige kan zijn opmerkingen schriftelijk indienen binnen een termijn van één maand te rekenen vanaf deze betekening. Het bedrag van de heffing of van de belasting kan niet bepaald worden vóór het verstrijken van deze termijn, behalve als de belastingplichtige schriftelijk heeft ingestemd met de rechtzetting van zijn aangifte.

Art. 30. § 1. Het Bestuur kan het bedrag van de heffing of van de belasting ambtshalve bepalen op grond van de gegevens waarover het beschikt en, eventueel, van het toezicht dat het uitoefent of laat uitoefenen wanneer de belastingplichtige verzuimd heeft :

- 1° een aangifte af te geven binnen de in de artikelen 25 tot 26 bedoelde termijnen;
- 2° het (de) gebrek(en) in de vorm dat (die) zijn aangifte aantast(en) binnen de daartoe verleende termijn weg te werken;
- 3° de schriftelijke gegevens die hem krachtens artikel 28, alinea 3, gevraagd werden, binnen de voorgeschreven termijn te verstrekken.

Het Bestuur beroept zich op deze procedure binnen een termijn van twee jaar met ingang van 1 april van het jaar na dat van de wirning.

§ 2. Alvorens het bedrag van de heffing of van de belasting ambtshalve te bepalen, stelt het Bestuur de belastingplichtige in kennis van zijn beslissing zich op deze procedure te beroepen en van de gegevens die als grondslag zullen dienen voor de berekening van de heffing of van de belasting.

§ 3. De belastingplichtige beschikt over een termijn van één maand te rekenen vanaf deze betekening om zijn opmerkingen schriftelijk in te dienen. Het bedrag van de heffing of van de belasting kan niet bepaald worden vóór het verstrijken van deze termijn, behalve als de belastingplichtige schriftelijk heeft ingestemd met het meegedeelde bedrag.

Art. 31. Als de belastingplichtige binnen de in artikel 29, alinea 3, en artikel 30, § 3, bepaalde termijn laat weten dat hij het gedeeltelijk of geheel oneens is, handelt het Bestuur als volgt :

1° als het kan instemmen met de door de belastingplichtige aangevoerde redenen, bepaalt het het bedrag van de heffing of de belasting op grond van de gegevens die het zelf heeft aanvaard of bepaald en die t.a.v. deze redenen herzien werden;

2° als het niet kan instemmen met de door de belastingplichtige aangevoerde redenen, bepaalt het het bedrag van de heffing of van de belasting op grond van de gegevens die het zelf aanvaard of bepaald heeft.

In geval van toepassing van alinea 1, 2°, betekent het Bestuur zijn beslissing aan de belastingplichtige binnen twee maanden na ontvangst van de onenigheid.

Art. 32. De heffing en de belasting worden d.m.v. driemaandelijke voorschotten geïnd.

Elke voorschot is gelijk aan 20 % van het bedrag van de laatste heffing of belasting die door het Bestuur is vastgesteld.

Als er nog geen heffing of belasting is vastgesteld, is elk voorschot m.b.t. het eerste jaar gelijk aan 20 % van het bedrag dat overeenstemt met de door de belastingplichtige in zijn vergunningaanvraag aangegeven winningen.

De winning heeft het debiteren van de voorschotten tot gevolg.

De voorschotten zijn betaalbaar uiterlijk de twintigste van de maand na elke trimester van het winningsjaar.

In geval van niet-betaling binnen de in de vorige alinea bepaalde termijn zijn de voorschotten het voorwerp van bijzondere kohieren.

De ten kohiere gebrachte voorschotten zijn onmiddellijk opeisbaar.

Het bedrag ervan wordt door de met de inning belaste ambtenaar ter kennis gebracht van de belastingplichtige, die een aanslagbiljet toegezonden krijgt.

Art. 33. De heffing en de belasting zijn het voorwerp van jaarlijkse of bijzondere kohieren.

Art. 34. De kohieren worden vastgesteld door het Bestuur en uitvoerbaar verklaard door de Inspecteur-generaal van de Afdeling Thesaurie van het Secretariaat-generaal van het Ministerie van het Waalse Gewest of door de ambtenaar die dit ambt uitoefent.

Art. 35. De met de inning belaste ambtenaar stelt de belastingplichtige in kennis van het bedrag van de heffing of de belasting en stuurt hem een aanslagbiljet uiterlijk 31 maart van het jaar na dat van de indiening van de aangifte of van de belasting van ambtswege.

De voorschotten worden afgetrokken van het bedrag van de heffing of van de belasting, zoals aangegeven op het aanslagbiljet.

De heffing en de belasting zijn betaalbaar binnen twee maanden na toezending van het bericht van het aanslagbiljet.

Art. 36. In geval van niet-betaling van de voorschotten, de heffing of de belasting, de rente of de kosten, is de eerste vervolgingsakte voor de inning ervan een dwangbevel.

Het dwangbevel wordt uitgevaardigd door de ambtenaar die met de inning belast is.

Het wordt bij deurwaardersexploot betekend, met bevel tot betaling.

In de door de Regering bepaalde gevallen kan het dwangbevel ook betekend worden aan de belastingplichtige.

Art. 37. De Regering bepaalt :

- 1° de uitvoeringsmodaliteiten voor artikel 32;
- 2° de te volgen wijze voor de aangiften, het opmaken van de kohieren, voor de betalingen, de kwijtingen, de vervolgingen;

3° de administratieve kosten, ten laste van de belastingplichtige, en overeenstemmend met de handelingen die het Bestuur werkelijk heeft verricht i.v.m. de inning van de heffing of de belasting.

Art. 38. § 1. Onder voorbehoud van de bepalingen in de §§ 2 tot 4 wordt het dwangbevel uitgevoerd volgens de bepalingen van deel V, titel III, van het Gerechtelijk Wetboek betreffende de gedwongen tenuitvoerlegging.

§ 2. Na de betekening of kennisgeving waarvan sprake in artikel 36, kan de met de inning belaste ambtenaar in de door de Regering bepaalde gevallen laten overgaan tot de kennisgeving die als uitvoerend beslag onder derden geldt op de sommen of goederen die aan de belastingplichtige verschuldigd zijn of hem toebehoren.

Het derdenbeslag dient eveneens bij ter post aangetekende brief ter kennis van de belastingplichtige te worden gebracht.

Het beslag heeft uitwerking vanaf het ogenblik waarop het stuk aan de belastingplichtige wordt afgegeven.

Het geeft aanleiding tot het opmaken en het zenden door de met de inning belaste ambtenaar van een bericht van beslag, zoals bepaald in artikel 1390 van het Gerechtelijk Wetboek.

§ 3. Onder voorbehoud van de bepaling in § 2 zijn de bepalingen van de artikelen 1539, 1540, 1542, alinea's 1 en 2, en 1543 van het Gerechtelijk Wetboek van toepassing op dit beslag, met dien verstande dat het bedrag van het beslag ter hand wordt gesteld aan de met de inning belaste ambtenaar.

§ 4. Het uitvoerend beslag onder derden dient overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 1539 tot 1544 van het Gerechtelijk Wetboek bij deurwaardersexploot te worden gelegd, wanneer na het beslag dat overeenkomstig § 2 bij ter post aangetekende brief is gelegd, uit de aangifte waartoe de beslagen derde gehouden is, blijkt dat :

1° de beslagen schuldenaar zich verzet tegen het uitvoerend beslag onder derden;

2° de beslagen derde zijn schuld tegenover de beslagen schuldenaar betwist;

3° een andere schuldeiser zich vóór het beslag door de met de inning belaste ambtenaar heeft verzet tegen de afgifte door de beslagen derde van de door hem verschuldigde sommen.

In die gevallen behoudt het door de ambtenaar bij ter post aangetekende brief verrichte beslag zijn bewarende uitwerkingen wanneer de ambtenaar, zoals bepaald in artikel 1539 van het Gerechtelijk Wetboek, bij deurwaardersexploot een uitvoerend beslag onder derden doet leggen binnen de maand die volgt op het deponeren bij de post van de aangifte van de beslagen derde.

§ 5. De uitvoering van het dwangbevel kan slechts worden onderbroken door een met redenen omkleed verzet ingediend door de belastingplichtige, met bij exploot aan het Gewest te betekenen dagvaarding voor het gerecht.

Art. 39. De inning van de heffing of de belasting verjaart na vijf jaar, te rekenen vanaf de datum waarop het kohier uitvoerbaar verklaard werd.

Art. 40. § 1. Voor de inning van de heffing of de belasting, de rente of de kosten, heeft het Gewest een algemeen voorrecht op de inkomsten en op alle roerende goederen van de belastingplichtige, met uitzondering van schepen en boten.

Het voorrecht heeft rang onmiddellijk na de voorrechten waarvan sprake in de artikelen 19 en 20 van de wet van 16 december 1851 en in artikel 23 van Boek II van het Handelswetboek, en na de voorrechten die overeenkomstig artikel 87 van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde aan de Staat worden voorbehouden.

§ 2. De heffing of de belasting, de rente en de kosten, worden gewaarborgd door een wettelijke hypotheek op de in België gelegen goederen die de belastingplichtige toebehoren en waarop hypotheek kan worden bevestigd.

De wettelijke hypotheek doet geen afbreuk aan de vorige voorrechten en hypotheeken; zij heeft slechts rang na inschrijving ervan.

De hypotheek wordt op verzoek van de met de inning belaste ambtenaar ingeschreven. De hypotheek wordt ingeschreven, niettegenstaande verzet, betwisting of beroep.

Zij kan slechts verworven worden na verloop van de opeisbaarheidstermijn, zoals bepaald in artikel 35, alinea 3.

§ 3. Artikel 447, alinea 2, van Boek III van het Handelswetboek met betrekking tot de faillissementen, bankbreuken en betalingsuitstellen is niet van toepassing op de wettelijke hypotheek wat betreft de heffingen of belastingen opgenomen in de kohieren die voor het vonnis van faillietverklaring uitvoerbaar verklaard werden.

Art. 41. Het bezwaarschrift tot terugbetaling van de heffing of de belasting wordt ingediend bij een aan het Gewest betekend exploot van dagvaarding voor het gerecht.

Deze aanvraag wordt binnen twee jaar na de betaling ingediend.

Art. 42. Bij niet-betaling binnen de in de artikelen 32 en 35 bedoelde termijn brengen de verschuldigde sommen de fondsen, vanaf de volgende dag en voor de duur van de achterstand, van rechtswege rente op tegen de wettelijke rentevoet.

Deze rente wordt maandelijks berekend op basis van het verschuldigde bedrag van de heffing, de belasting of het voorschot en wordt naar beneden afgerond op duizend frank. Elk maandgedeelte wordt voor een volledige maand gerekend.

De rente wordt slechts opgeëist als ze in totaal honderd frank bedraagt.

Art. 43. In geval van terugbetaling van de heffing of de belasting wordt een moratoire rente tegen de wettelijke rentevoet toegekend.

De rente wordt maandelijks berekend op basis van het bedrag van elke betaling, naar beneden afgerond op duizend frank. Elk maandgedeelte wordt voor een volledige maand gerekend.

Er wordt geen moratoire rente toegekend in geval van terugbetaling :

1° van bedragen die amtsshalve bepaald worden na verloop van de termijn waarbinnen gevorderd moet worden, overeenkomstig de artikelen 29 en 30;

2° als de rente in totaal minder dan honderd frank bedraagt."

Art. 10. Dit decreet treedt in werking op 31 december 1995, met uitzondering van artikel 2 dat uitwerking heeft op 1 januari 1994.

Art. 11. Voor de periode tussen 1 januari 1994 en 31 december 1995 wordt de heffing geïnd overeenkomstig de inningsregels vastgesteld op grond van artikel 4 van het decreet van 30 april 1990, zoals gewijzigd bij het decreet van 23 december 1993. De belasting geldt voor de waterhoeveelheid opgevangen vanaf 1 januari 1996.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 7 maart 1996.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrustingen en Vervoer,
M. LEBRUN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
B. ANSELME

De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,
J.-C. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Onderzoek, Technologische Ontwikkeling, Sport en Internationale Betrekkingen,
J.-P. GRAFE

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,
W. TAMINIAUX

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN